CSAL du 17/01/2023 –
DECLARATION LIMINAIRE INTERSYNDICALE

Monsieur le Président,

En ce début d'année, tout le monde appelle le changement de ses voeux. Alors nous avons décidé, nous aussi, que 2023 serait une année de changement.
C'est pourquoi **toutes les organisations syndicales ici représentées ont décidé de s'exprimer d'une seule et même voix pour ce CSAL**.

Pour votre pleine et entière information, sachez que nous avons également pris l'initiative d'aller présenter nos voeux aux collègues, tous ces agents de la DDFIP du 62 que nous représentons dans cette instance, mais qui ont tellement besoin de soutien sur le terrain pour tenter de survivre aux réformes continuelles et aux suppressions massives d'emplois subies depuis plusieurs années maintenant.
En ce moment, des militants de toutes nos organisations sont dans les services pour informer les agents des suppressions d'emplois qu'ils vont subir.

Car c'est bien l'ordre du jour principal de ce CSAL : les suppressions d'emplois… Encore une fois. Comme chaque année. Des SUPPRESSIONS.

Des suppressions à un rythme plus lent mais toujours des suppressions !

Nous sommes, tous ici réunis, particulièrement atterés et dépités de voir que la DGFIP, notre employeur, annonce avec enthousiasme, que pour 2023, il n'y aura « QUE » 850 suppressions d'emplois. Et elle s'en félicite !

Comment peut-on se réjouir de supprimer des emplois ?
La Direction Générale omet d'ailleurs de préciser que notre direction reste encore une fois exemplaire ! **Car pour 2023, l'ensemble des ministères voient leurs effectifs augmenter… sauf BERCY !**

Ne cherchez plus, nous avons déjà le futur slogan pour la "Marque DGFIP" : "fournisseur officiel des suppressions d'emplois de la Fonction Publique d'Etat !"

Alors vous nous répondrez bien sûr, comme le Directeur Général avant vous, que ces suppressions d'emplois sont rendues possibles par des gains de productivité générés par la suppression de la taxe habitation, de la contribution à l'audiovisuel public, du NRP (excusez du peu !), du déploiement de l'intelligence artificielle dans la sphère du contrôle fiscal, du « zéro cash », etc.
Mais c'est oublier, à une période de forte inflation qui ne va pas vers sa fin, que d'autres missions se renforcent dans ces services (délais, recouvrement contentieux…) et que le "SIP de demain" nie cette réalité.

Au moins **la Direction Générale tente-t-elle de fournir quelques explications alors que, depuis des années, elle ne se donnait même plus la peine de justifier les suppressions d'emplois…**

La DGFIP tente de justifier l'injustifiable !
Elle est dans une logique comptable, déshumanisée,
qui feint d'ignorer que chaque mission est exercée par ses agents.

Pour autant, ces pretextes ne rendent pas plus supportables les suppressions d'emplois au vu de la réalité que vivent les agents de tous grades dans les services !

Ne voyez-vous pas que sur le terrain, les services sont exsangues, que les personnels sont fatigués et dégoûtés par ces évolutions incessantes et mortifères ?

Mais fort heureusement, tout ira mieux en 2023 car la Direction Générale a annoncé vouloir « réinvestir les métiers pour améliorer nos résultats et notre service public ».
Nous pourrions évidemment tous tomber d'accord sur cette ambition, si les réformes conduites jusque là ne nous prouvaient pas que c'est tout le contraire qui se produit !

Beaucoup de vos réformes ont désorganisé et désarmé nombre de missions, au point que les personnels de tout niveau de responsabilité se débattent davantage avec la réforme en cours, ou la préparation de la suivante, que par l'exercice quotidien des missions.

Que la qualité de notre service public redevienne une préoccupation centrale, constituerait en effet une merveilleuse nouvelle pour cette année.

<u>Cela fait des années maintenant, qu'avec les personnels, nous vous alertons sur la dégradation de nos missions, des conditions de travail et le recul du service public.</u>

Nous tenons à rappeler ici que **les agents de la DGFIP, malgré leur état d'épuisement physique et psychologique, exercent leurs missions avec un engagement qui force l'admiration** malgré les moyens qu'on s'obstine à leur refuser.
Moyens matériels et humains dans les services, mais aussi absence de reconnaissance envers ces agents dont la conscience professionnelle et l'engagement permettent, seuls, que les objectifs de la DGFiP puissent être honorés. Car **de cette nécessaire reconnaissance des femmes et des hommes de notre administration, le futur COM n'en parle pas...**

Vous ne manquerez pas non plus, comme vous l'a préconisé la DG, de tenter de rassurer vos agents sur cette nouvelle vague de suppressions d'emplois par un argumentaire solide sur les redéploiements d'emplois ou les recrutements massifs à venir.

Pensez-vous que nous pouvons sincèrement nous réjouir d'une telle logique alors que toutes les missions sont aujourd'hui en souffrance ?
Par ces déploiements, vous déshabillez Pierre pour habiller Paul, dressant un peu plus les services les uns contre les autres…

Quant aux recrutements, parlons-en ! La Direction générale se félicite de leur forte hausse, passant de 3300 en 2022 à 4 500 en 2025. Elle omet toutefois de rappeler que nous sommes dans une période démographique particulière avec 5 000 départs à la retraite par an. Et **elle omet surtout de préciser la nature de ces recrutements (Contractuels ? Prestataires externes ? Concours ?...) et les conditions dans lesquelles s'effectuera la formation** de ces nouveaux agents alors que les établissements de formation sont d'ores et déjà à saturation.

Voilà pour les considérations générales.
Nous remercions la DGFIP pour ses bons voeux pleins d'espoir mais, vous l'aurez compris, nous sommes beaucoup moins enthousiastes qu'elle en ce début d'année 2023 malgré des effets d'annonces à la communication multicanale !

Dans un deuxième temps, nous allons nous concentrer sur notre beau département.

Encore une fois, il va subir des suppressions d'emplois. Encore une fois, des collègues se retrouveront un peu plus seuls dans leur service. Ces suppressions, nous ne les supportons plus. Trop d'emplois supprimés depuis tant d'années. Trop de souffrance dans les services.

42 postes supprimés (hors redéploiements) c'est encore beaucoup trop.

Nous n'arrivons pas à nous réjouir de voir le service public continuer à se "déplumer" chaque année.

Voilà ce qui va arriver dans le Pas-de-Calais, dans nos services, dans vos services M. le Directeur.

Voilà la listes des services qui vont devoir travailler toujours mieux et plus avec moins cette année :

- Direction : 1 A+ et 1 B sacrifiés
- EDR : 3 B sacrifiés
- Immeuble de Lens : 1 C sacrifié
- PCE d'Arras : 1 B sacrifié
- PCE de Bruay : 1 A sacrifié
- PCRP de St-Omer : 1 B sacrifié
- SIP d'Arras : 1 B et 1 C sacrifiés
- SIP de Béthune : 1 C sacrifié
- SIP de Boulogne-sur-mer : 1 C sacrifié
- SIP de Bruay-la-Buissière : 1 B et de 2 C sacrifiés
- SIP de Calais : 1 B et 2 C sacrifiés
- SIP d'Hénin-Beaumont : 1 C sacrifié
- SIP de Lens : 2 B et 1 C sacrifiés
- SIP de Lillers : 1 C sacrifié
- SIP de Montreuil : 1 B sacrifié
- SIP de St Omer : 1 C sacrifié
- SIE d'Arras : 1 C sacrifié
- SIE de Béthune : 1 C sacrifié
- SIE de Calais : 1 C sacrifié
- SIE de Montreuil (antenne) : 1 A+ et 1 B sacrifiés
- SIE de St-Omer (antenne) : 1 A+ et 1 B sacrifiés
- SPFE d'Arras : 1 B sacrifié

- SPFE de Boulogne-sur-mer : 1 B sacrifié
- Trésorerie CH d'Arras : 1 B sacrifié
- SGC de Lens : 1 B sacrifié
- Trésorerie de Guînes : 1 A+ sacrifié et un service de proximité rayé de la carte
- Trésorerie de Marquise : 1 A+ sacrifié, un service de proximité rayé de la carte
- Trésorerie de Desvres : 1 A+ sacrifié et un service de proximité rayé de la carte
- Trésorerie d'Audruicq : 1 A+ sacrifié et un service de proximité rayé de la carte
- Trésorerie d'Outreau : 1 A+ sacrifié et un service de proximité rayé de la carte

Nous n'oublierons pas non plus les collègues qui voient leurs missions bouleversées et/ou délocalisées par la création de structures de plus en plus concentrées géographiquement, avec les conséquences que l'on connaît sur la qualité de vie au travail de vos agents, et sur la qualité et la proximité du service public.

Il s'agit des emplois suivants :

- Direction : 3 A et 2 A+ redéployés, 1 A+ transféré
- EDR : 2 A redéployés, 1 A transféré
- SGC de Bruay : 1 A redéployé
- SGC de Calais : 1 A+ redéployé
- Trésorerie d'Aubigny : 1 A+ et 2 C redéployés
- Trésorerie d'Avesnes : 1 A+, 4B et 1 C redéployés
- Trésorerie d'Auxi-Frévent : 1 A+, 1 B et 1 C redéployés
- Trésorerie d'Heuchin : 1 A et 1 C redéployés
- Trésorerie de Guînes : 3 B et 1 C redéployés
- Trésorerie de Marquise : 2 B redéployés
- Trésorerie de Desvres : 2 B et 2 C redéployés
- Trésorerie d'Audruicq : 3 B et 1 C redéployés
- Trésorerie d'Outreau : 1 A, 4 B et 1 C redéployés
- SIP d'Arras : 1 A et 4 B transférés
- SIP de Saint-Pol : 1 B et 1 C transférés
- SIP de Béthune : 3 B et 1 C transférés
- SIP de Boulogne : 1 A+, 3 B et 1 C transférés
- SIP de Bruay : 1 B et 1 C transférés
- SIP de Calais : 2 B et 2 C transférés
- SIP d'Hénin-Beaumont : 2 B transférés
- SIP de Lens : 1 A, 3 B et 5 C transférés
- SIP de Lillers : 1 C tranféré
- SIP de Montreuil : 1 B et 2 C transférés
- SIP de St-Omer : 1 A, 1 B et 2 C transférés.

<u>Monsieur le Président, vos agents sont épuisés et ne supportent plus cet acharnement dévastateur qu'ils subissent depuis trop d'années maintenant.</u>

Monsieur le Président, être un bon petit soldat, ne vous exonére pas de la responsabilité qui est la vôtre de réclamer les moyens necessaires à l'exercice efficace de nos missions.

Quand on ne sait plus être efficace, on vise l'efficience, mais c'est déjà un aveu d'échec…

<u>Personne n'est épargné, personne…</u>

On peut faire croire qu'il faudra toujours des agents pour assurer les missions régaliennes, ces missions qui par nature appartiennent au roi.

Ces missions tout comme le roi peuvent être décapitées…

Personne n'est épargné, le couperet n'est pas loin.